



5 000 manifestants sous les fenêtres de la ministre pour défendre l'enseignement spécialisé et les AESH !

Intervention de Clément Poulet à la manifestation du jeudi 25 janvier

Ce jeudi 25 janvier, des milliers de personnels de l'Education nationale, du secteur social et médico-social, agents territoriaux et hospitaliers, personnels de l'enseignement agricole, des parents d'élèves, de toute la France, sont venus crier leur colère à Paris :

Pour que cessent les économies sur le dos des élèves les plus fragiles et des personnels, pour que cesse la maltraitance !

Soutenus par la Confédération FO, la FNEC FP-FO, la Fédération des services publics et de Santé, la Fédération de l'Action Sociale, la Fédération des Agents de l'Etat, **plus de 5 000 manifestants, venus de plus de 90 départements, ont répondu à l'appel de la Conférence nationale des 230 délégués réunis le 17 novembre.**

Ensemble nous avons organisé une journée de grève et de manifestation nationale au ministère : c'est-à-dire là où ça se décide !

Une délégation est reçue au ministère. La ministre Oudéa-Castéra doit répondre aux revendications qui sont exprimées par les manifestants :

- **Nous refusons le chaos de l'inclusion systématique et forcée,**
- **Nous voulons les créations de postes dans les établissements spécialisés,**
- **Nous voulons le retrait de l'Acte 2 de l'Ecole inclusive, non aux PAS, non aux ARE !**
- **un statut et un vrai salaire pour les AESH !**

Le Conseil Constitutionnel a censuré les mesures de l'acte 2 de l'Ecole inclusive inscrites dans la loi de Finances : c'est un encouragement à poursuivre jusqu'au retrait total et définitif des projets du gouvernement.

C'est le fruit de la mobilisation, des milliers de réunions que nous avons organisées dans les écoles, les établissements, pour établir les revendications, pour regrouper les personnels, les parents d'élèves.

Aujourd'hui des centaines d'écoles sont fermées, avec une grève qui est décidée aussi par des adhérents de la FSU, de la CGT.

Vous avez vu que les fédérations FO, FSU, CGT et Sud Education appellent à une journée de grève dans l'Education nationale pour l'augmentation des salaires, l'arrêt des suppressions de postes, mais également le **maintien et la création de postes et de places dans les établissements spécialisés.**

Ces revendications sont devenues incontournables !

Dans chaque école, chaque établissement, dès demain, nous allons réunir les personnels et chiffrer les besoins : le nombre de postes et de classes, le nombre d'enseignants spécialisés et de places nécessaires dans les établissements et les structures adaptées.

Nous allons également nous saisir de la grève du 1^{er} février pour constituer des délégations qui iront déposer les cahiers de revendications chez les recteurs et les DASEN.

Nous allons continuer de proposer l'action commune aux autres fédérations syndicales.

A l'heure où les personnels et les familles refusent la destruction de l'Ecole publique engagée par Macron,

A l'heure où les agriculteurs se mobilisent contre ce gouvernement qui sème la misère dans le monde paysan comme chez les salariés,

A l'heure où Macron veut imposer sa loi immigration, une loi de division des travailleurs et de remise en cause des droits sociaux,

Alors qu'il soutient les gouvernements qui massacrent les peuples, et en particulier le peuple palestinien soumis à un véritable génocide,

Notre mobilisation s'inscrit dans un mouvement de résistance ouvrière, interprofessionnelle, pour la justice sociale.

C'est pourquoi FO appelle à une campagne de réunions syndicales dans les écoles, les services et les établissements, pour dresser les cahiers de revendications et discuter des moyens de les arracher, dans l'action commune la plus large !

On ne lâche rien !

